
Date: 14.05.2013

LA LIBERTÉ

QUOTIDIEN ROMAND ÉDITÉ À FRIBOURG

Chacun va devoir se serrer la ceinture

ÉTAT • Le Conseil d'Etat veut économiser 436 mio sur les trois prochaines années. Le plan de mesures présenté hier n'épargne aucun secteur. Le personnel de l'Etat est particulièrement touché. Projet en consultation un mois.



Les économies proposées par le Conseil d'Etat – qui s'est présenté in corpore, à droite, hier face à la presse – reposent sur le principe de «symétrie des sacrifices». ALAIN WICHT

CLAUDE-ALAIN GAILLET

Ceinture pour tout le monde! Du personnel de l'Etat aux assurés, de l'Université aux boursiers, des propriétaires de véhicules aux propriétaires tout court, des requérants d'asile aux visiteurs des musées, chaque Fribourgeois devra contribuer peu ou prou à l'assainissement des finances cantonales. Hier, le Conseil d'Etat in corpore a présenté son plan de mesures structurelles et d'écono-

mies. Un projet qu'il met en consultation jusqu'au 14 juin.

Ce programme doit permettre d'économiser 436 millions de francs durant les trois prochaines années. Soit 114 mio l'an prochain, 144 mio en 2015 et 178 mio en 2016. En juillet de l'année dernière, Georges Godel avait déjà annoncé la couleur, rouge: l'Etat allait au devant de sérieuses difficultés de trésorerie, alertait le directeur des Finances. Une perspective confirmée à fin

novembre, lors de la présentation du plan financier de la législature: les déficits projetés pour la période 2013-2016 se montent à 630 millions.

«Nous appelons à la solidarité citoyenne»

ANNE-CLAUDE DEMIERRE

Tenu par la Constitution de présenter des budgets équilibrés,

Le Conseil d'Etat s'est donc remis à table. Et plutôt 29 fois qu'une. Une trentaine de séances durant lesquelles près de 300 mesures ont été analysées, a indiqué hier Anne-Claude Demierre, présidente du gouvernement. Si cet exercice de rabotage n'est «ni banal, ni facile», il est «nécessaire». Parce que les charges (par exemple le nouveau financement hospitalier) progressent dorénavant plus vite que les recettes qui ont subi un «coup d'arrêt significatif» en 2012. Parce que la croissance démographique galopante du canton a son coût. Parce que les recettes dues à la péréquation financière fédérale et la part au bénéfice de la BNS sont en recul.

L'objectif du Conseil d'Etat est triple: maîtriser la croissance, assurer l'équilibre financier, favoriser la durabilité. Tout ça en inves-

tissant pour la mobilité et la formation. Pour y parvenir, le gouvernement a mis la priorité sur la diminution des charges qui doit contribuer pour 80% à atteindre l'objectif (voir ci-après). Les 20% restants passent par une augmentation des revenus. La recherche de cet équilibre repose ainsi sur la recherche de nouvelles recettes, sur une diminution des subventions, sur des reports de projets et des réformes organisationnelles, et, surtout, sur des mesures touchant les effectifs et la masse salariale du personnel. «En agissant maintenant, nous voulons éviter que le canton ne tombe plus tard dans une grave crise», justifie Anne-Claude Demierre au nom d'un gouvernement «solidaire et responsable».

Communes gagnantes

Le plan d'économie touchera aussi les communes. Globalement, elles sortent gagnantes, de 30 mio en trois ans. Elles économiseront 46 mio sur les frais de personnel mais perdront 22 mio de subventions.

Quant à la fortune de l'Etat (915 mio), plus de 60% sont déjà affectés à des provisions. Et pas question de toucher aux 367 mio restants pour épouger les déficits de fonctionnement. Pour important qu'il soit, le train d'économies ne suffira pourtant pas à équilibrer le prochain budget du canton. Le Conseil d'Etat estime «supportables» ses propositions, basées sur le principe de la «symétrie des sacrifices». Il en appelle à la «solidarité citoyenne». A vérifier en octobre, lors du débat au Grand Conseil. |

LES SALAIRES REVUS À LA BAISSÉ

Les principales mesures d'économies vont se faire sur le dos du personnel. Ses charges représentent plus d'un tiers du ménage cantonal. Le Conseil d'Etat veut épargner là 187 mio en trois ans. C'est 43% du paquet de 436 mio. Le gouvernement veut d'abord limiter le nombre de nouveaux postes (économie: 24 mio). Il ne créera que sept postes par an dans l'administration et limitera «strictement» ceux dans les secteurs subventionnés. Il va également diminuer de 0,9% les salaires, «surindexés» à 109,6 points, en les ramenant à l'indice de 108,6 points de novembre 2012 (économie: 42 mio). Et il ne les indexera plus tant que l'indice

n'aura pas atteint les 112 points (économie: 74 mio). De plus, il n'accordera pas de paliers en 2014 et n'octroyera en 2015 et 2016 que la moitié de la valeur de paliers (économie: 47 mio). Enfin, dès 2017, il introduira une échelle des traitements avec 30 paliers, contre 20 actuellement. A noter que, pour les postes d'enseignants, un groupe de travail présentera des propositions à la fin octobre.

Dans les revenus supplémentaires, 132 mio sont attendus, notamment par une adaptation de 10% des valeurs locatives (+15 mio), une hausse de 10% de l'impôt sur les véhicules (+19 mio) et une baisse de 10% sur la rétroces-

sion de cet impôt aux communes (+30 mio), une meilleure investigation fiscale (+6 mio), le gel de la déduction fiscale pour l'assurance-maladie (+4,5 mio), l'introduction d'une taxe sur l'exploitation des matériaux (+6 mio) ou encore une hausse de l'impôt sur les chiens (+1,5 mio). Le Conseil d'Etat attend aussi 25,5 mio de plus de la BCF et 5,5 mio supplémentaires de Groupe E. Dans les subventions, 71 mio seront coupés dans la santé et le social, et 11 mio dans les transports et la mobilité. L'Uni se verra, elle, amputée de 8 mio. Le Grand Conseil a compétence pour agir sur 56% du train de mesures (14 bases légales à modifier). CAG

L'affrontement est programmé

FRANÇOIS MAURON

Il n'est pas courant que le Conseil d'Etat fribourgeois se présente in corpore devant la presse. Exception faite des passages obligés que sont les programmes et les bilans de législature, il faut remonter à avril 2008, date à laquelle le gouvernement avait tenu à assumer collectivement le surcoût de la route de contournement de Bulle. L'heure est grave, donc, comme le confirment les mines solennelles arborées hier par nos ministres.

Grave, mais loin d'être dramatique. Les chiffres font certes frémir. Le plan d'économie présenté par le Conseil d'Etat se monte à 436 millions de francs sur trois ans. Et il ne suffira pas à lui seul à combler le déficit cumulé prévu par le plan financier de la législature, de l'ordre de 630 millions. Mais, dans le même temps, le canton a dans ses caisses une fortune d'un milliard de francs. Sa situation reste donc très enviable. Plutôt que de devoir puiser dans cette manne, le gouvernement préfère limer les charges étatiques, convaincu que Fribourg n'a de loin pas fini de payer la facture de son explosion démographique.

Le problème: alors que les fondements sont sains, comment demander à la fonc-

tion publique de se serrer la ceinture au nom de la «symétrie des sacrifices»? Comparé aux acteurs du secteur privé, parfois mis à mal par la dernière crise, les employés de l'Etat sont pourtant plutôt bien lotis, eux qui voient leur salaire progresser année après année. Mais cela, ils n'en ont cure. Ils vont se battre pour préserver leurs acquis, soutenus par les syndicats. L'affrontement avec le gouvernement est donc programmé. Il pourrait même s'inviter dans la campagne pour l'élection du remplaçant d'Isabelle Chasot, ce qui promet de pimenter les débats entre la gauche et la droite.

MESURES STRUCTURELLES ET D'ÉCONOMIES

Synthèse des incidences nettes pour l'Etat, en millions de francs:

Thème	2014	2015	2016	2014-2016
Revenus	31,0	33,7	36,1	100,8
Personnel	36,1	60,6	90,1	186,8
Subventionnement	31,0	33,4	34,2	98,6
Projets et réformes	5,8	5,6	7,2	18,6
Autres revenus	10,5	10,5	10,0	31,0
Total	114,4	143,8	177,6	435,8

Des réactions virulentes à gauche

Les réactions au plan d'économie du Conseil d'Etat n'ont pas tardé. Notamment à gauche.

FEDE La Fédération de la fonction publique (FEDE) «n'acceptera pas d'avaliser un sacrifice d'une telle ampleur». Par son plan de rigueur, le gouvernement «signifie à son personnel qu'il coûte trop cher, au moment où ses prestations sont les plus demandées», écrit-elle. La FEDE «n'accepte pas que le Conseil d'Etat tente de clore la discussion dans l'urgence, en imposant des mesures qui impactent le personnel pour des décennies. Un procédé inadmissible et sans précédent». Elle déplore qu'aucune négociation n'ait eu lieu et appelle le personnel à se mobiliser «massivement». Pour la FEDE, le Conseil d'Etat «joue avec le feu». «En proposant des mesures aussi brutales et disproportionnées, il fragilise le partenariat social.» Une action est prévue pour le 14 juin.

SSP En «colère», le Syndicat des services publics (SSP) s'oppose à

toute baisse des salaires et aux coupes budgétaires. Il exige une augmentation des postes de travail, «indispensables» dans la santé, l'enseignement et l'administration. Selon ses calculs, les pertes de salaires seront «massives». Ainsi, sur 30 ans, un policier perdrait près de 184 000 fr., une infirmière 192 000 fr. et un enseignant du CO 199 000 fr. Les mesures envisagées représentent ainsi une «forte diminution du pouvoir d'achat pour près de 25 000 salariés des services public et parapublic». Elles «mettent les jeunes à contribution», «aggravent les conditions de travail» et «menacent le service public dans son ensemble». Et le SSP de dénoncer les baisses fiscales de 178 mio octroyées entre 2002 et 2011 «qui correspondent grosso modo» au manque de financement actuel et qui «profitent aux plus aisés».

PS Le Parti socialiste fribourgeois s'opposera aux mesures, qui sont «de véritables facteurs d'iné-

galités sociales». Selon son analyse, la part la plus importante des économies touchent la Direction de la santé et des affaires sociales. Le PS y voit un «report de charges sur les assurés». Il regrette le manque de courage du Conseil d'Etat qui n'a pas exploré plus à fond des augmentations de recettes «puisqu'il est bien là que le bât blesse». «Un réel consensus implique aussi un effort des plus riches», estime-t-il.

PLR Un plan de redressement «douloureux mais indispensable», juge pour sa part le Parti libéral-radical. Il estime cependant que «ce n'est pas à la classe moyenne d'en faire les frais». Car les diverses hausses de taxes prévues entraîneront une nouvelle baisse du pouvoir d'achat. Le PLR invite le Conseil d'Etat à «s'attaquer aux dépenses qui sont dues uniquement à une réglementation qui vise le mieux alors que le bien suffirait (constructions scolaires, Pila, etc.)». Et il demande un réexamen périodique des tâches. CAG